



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

---

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

---

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

---

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

RC/ad hoc/ 2

ORIGINAL: anglais/français/  
allemand

DATE: 30 juin 1978

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE AD HOC SUR  
LA REVISION DE LA CONVENTION

Genève, 11 au 15 septembre 1978

PROPOSITIONS RELATIVES A LA REDACTION  
DU TEXTE REVISE DE LA CONVENTIONPréparées par le Bureau de l'Union

1. L'annexe I du présent document contient des propositions relatives à la rédaction du texte révisé de la Convention (voir le document DC/5). Le Comité ad hoc sur la revision de la Convention (ci-après dénommé "le Comité") est invité à examiner ces propositions et à décider de la suite qu'il convient de leur donner. Il est suggéré que toute proposition approuvée par le Comité soit soumise au Comité de rédaction de la Conférence diplomatique, plutôt qu'à la Conférence diplomatique en séance plénière, sous réserve que la disposition à laquelle cette proposition se réfère soit adoptée quant au fond par la Conférence diplomatique en séance plénière.
2. Les propositions se rapportant uniquement aux versions allemande et anglaise du texte révisé de la Convention ne figurent pas dans la présente version, qui se borne à renvoyer à la version pertinente.
3. Le Bureau de l'Union désire souligner qu'en élaborant ces propositions, il s'est restreint à celles qui concernent la rédaction du texte révisé et qui ne le touchent pas quant au fond.
4. Dans le présent document, les dispositions sont citées selon la numérotation adoptée dans le document DC/5, à moins qu'il ne soit fait référence au document DC/4.

[Deux annexes suivent]

PROPOSITIONS RELATIVES A LA REDACTION  
DU TEXTE REVISE DE LA CONVENTION

Proposition générale

1. La manière de citer d'autres dispositions de la Convention devrait être harmonisée. Il est proposé que, tout au long de la Convention, les dispositions soient citées conformément à l'exemple suivant pris dans l'article 2.2) : "[aux conditions de] l'article 6.1)c) et d)" plutôt que "[aux conditions des] alinéas c) et d) du paragraphe 1) de l'article 6". Cette méthode raccourcirait et simplifierait le texte et le rendrait plus facile à lire. Si cette proposition est acceptée, des modifications doivent être faites dans les articles suivants : 2.2), 4.3)c), 4.5), 10.1), 37.1) et 40.1).

2. En outre, il conviendrait d'étudier si, afin d'uniformiser le texte, les références à un paragraphe ou un alinéa précédent du même article devraient être suivies par les mots "du présent article". Des références à de tels paragraphes (et alinéas) figurent dans les dispositions suivantes : 3.3), 4.4), 4.5), 5.4), 12.2), 12.3), 13.8), 13.9)b), 13.11), 33.2), 33.3), 36.3)a) et b), 37.3) et 40.2) et, dans le document DC/4, 13.4)b) et 13.7).

Article 3.3)

3. Voir la version anglaise du présent document.

Article 4.3)c)

4. Voir la version anglaise du présent document.

Articles 5.1) et 6.1)

5. Il est proposé que les mots "d'une variété" soient omis dans l'expression "l'obtenteur d'une variété" car l'article premier, paragraphe 1), prévoit explicitement que le mot "obtenteur" s'applique à "l'obtenteur d'une variété nouvelle ou son ayant cause".

Article 5.1)

6. Il est proposé d'ajouter, dans les versions allemande et anglaise du texte révisé de la Convention, les mots "vegetativ" et "vegetatives" dans la dernière phrase de l'article 5.1). Cette dernière est rédigée comme suit : "Le droit de l'obtenteur s'étend aux plantes ornementales ou parties de ces plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication, au cas où elles seraient utilisées comme matériel de multiplication en vue de la production de plantes d'ornement ou de fleurs coupées.

7. Cette modification proposée semble se justifier par le fait qu'elle supprimerait une éventuelle différence entre les textes allemand et anglais, d'une part et le texte - authentique - français de la Convention d'autre part. En français, le mot "reproduction" se rapporte à un processus par lequel un nouvel individu est produit par voie sexuée, tandis que le mot "multiplication" se rapporte à un processus par lequel le nouvel individu est produit par voie végétative. Les langues anglaise et allemande disposent chacune d'un mot qui désigne ces deux processus, à savoir "propagation" et "Vermehrung". Dans la troisième phrase de l'article 5.1), le français "matériel de multiplication" ne se réfère donc qu'au matériel de multiplication végétative, tandis que l'anglais "propagating material" et l'allemand "Vermehrungsmaterial" se réfèrent à la fois au matériel de reproduction et au matériel de multiplication.

8. Evidemment, le Comité peut aussi étudier une autre solution, qui consisterait à maintenir les textes allemand et anglais tels quels et à utiliser l'expression "matériel de reproduction ou de multiplication" (mots ajoutés soulignés) dans le texte français. Ceci introduirait dans la Convention une modification de fond et devrait donc être discutée à la fois par la Conférence diplomatique en séance plénière et par le Comité de rédaction.

Article 5.3)

9. Il est proposé que le mot "initiale" soit omis dans la deuxième phrase dont la teneur serait alors la suivante : "L'autorisation de l'obtenteur n'est pas nécessaire pour l'emploi de la variété comme source (...) de variation en vue de la création d'autres variétés, ni pour la commercialisation de celles-ci." La raison est que le texte actuel peut être mal interprété - et l'a d'ailleurs déjà été - en ce sens qu'il interdirait l'utilisation répétée d'une variété protégée en vue de créer une autre variété (autre qu'une variété hybride dont le cas est traité par la deuxième phrase).

10. Cette proposition n'a d'effet ni sur le texte allemand - qui utilise, pour des raisons linguistiques, une autre rédaction, qui est équivalente - ni sur la rédaction de l'article 6.1)a).

Articles 5.4) et 7.1)

11. Il est proposé que le mot "botanique" soit supprimé dans l'expression "genre ou espèce botanique" car, par suite de l'article 2.3), la Convention admet maintenant expressément la possibilité qu'elle soit appliquée à une partie seulement d'un genre ou d'une espèce botanique.

12. Cette proposition n'implique pas que le mot "botanique" doive également être supprimé dans les articles 13.2) et 13.9)a), qui se réfèrent à "une variété de la même espèce botanique ou d'une espèce voisine", espèces auxquelles la Convention peut être appliquée ou peut ne pas l'être.

Article 6.1)a)

13. Voir la version anglaise du présent document.

Article 6.1)b)ii) et 8

14. Il est proposé que le Comité examine si l'expression "les vignes, les arbres forestiers, les arbres fruitiers et les arbres d'ornement, y compris leurs porte-greffes" ne pourrait pas être simplifiée pour devenir "les vignes et les arbres, y compris leurs porte-greffes". En premier lieu, l'énumération - qui se propose manifestement d'inclure tous les types d'arbres - n'apporte aucune précision juridique supplémentaire au texte et est donc superflue. En deuxième lieu, l'énumération pourrait être incomplète et créer ainsi une insécurité juridique quant aux plantes qui sont des arbres sans être des arbres forestiers, des arbres fruitiers ou des arbres d'ornement dans l'acception traditionnelle de ces expressions. Comme exemples de tels arbres on pourrait citer le caféier, le cacaoyer et le palmier. Enfin, la modification proposée entraînerait une simplification du texte proposé.

Article 7.1)

15. Il a déjà été proposé que le mot "botanique" soit supprimé dans l'expression "chaque genre ou espèce botanique" (voir le paragraphe 11 ci-dessus). On pourrait également examiner si l'expression citée ne pourrait pas être remplacée par "chaque variété", auquel cas la deuxième phrase de l'article 7.1) serait rédigée comme suit : "Cet examen doit être approprié à chaque variété en tenant compte de son système habituel de reproduction ou de multiplication."

16. Cette proposition est fondée sur le fait que, au sein d'un genre ou d'une espèce, on peut trouver différents types de variétés en fonction de leur système habituel de reproduction ou de multiplication, par exemple des variétés multipliées par voie végétative et des variétés reproduites par voie sexuée, ou bien des lignées pures et des variétés hybrides. L'expérience montre que les méthodes d'examen sont adaptées à chaque type de variétés plutôt qu'au genre ou à l'espèce en général. La modification proposée rendrait donc le texte plus précis. Il conviendrait en outre de tenir compte du fait que l'article 6.1)c) (condition d'homogénéité) se réfère expressément aux particularités que présente la reproduction sexuée ou la multiplication végétative de la variété.

#### Article 7.2)

17. Il est proposé que le mot "pays" soit remplacé par "Etat de l'Union", afin de ne pas faire exception à la terminologie consacrée par les autres articles.

#### Article 8

18. Voir les versions anglaise et allemande du présent document.

#### Article 10

19. Voir la version anglaise du présent document.

#### Article 13

20. Etant donné qu'il y a plusieurs propositions se rapportant à l'article 13, dont l'une a des conséquences sur la plupart des paragraphes, l'annexe II contient, afin de mieux illustrer les propositions, le nouveau texte proposé repris du document DC/5 et modifié conformément aux propositions décrites aux paragraphes 21 à 25. Afin de mettre en évidence les modifications proposées, les expressions qui ont été supprimées sont remplacées par des points de suspension entre parenthèses et les mots qui en remplacent d'autres sont soulignés. Si ces propositions sont adoptées par le Comité, le texte proposé figurant dans le document DC/4 devrait être modifié de la même façon.

21. Titre : Voir la version anglaise du présent document.

22. Paragraphe 1) : Il est proposé que l'article indéfini précédent le mot "variété" soit remplacé par un article défini, le paragraphe 1) ayant alors la teneur suivante : "La variété doit être désignée par une dénomination." Alors que le texte proposé actuel pourrait - et même devrait logiquement - être interprété comme étant applicable à toute variété, que la Convention lui soit appliquée ou non, le texte modifié proposé se référerait manifestement aux seules variétés auxquelles la Convention est appliquée (voir les articles précédents où l'expression "la variété" est toujours utilisées dans ce sens). Il convient de rappeler que le texte actuellement en vigueur se réfère à "une variété nouvelle", c'est-à-dire, d'après la terminologie utilisée dans ce texte, une variété qui fait l'objet d'une demande de protection ou, suivant le cas, pour laquelle un titre de protection a été délivré.

23. Plusieurs paragraphes : Du fait qu'il est précisé par le paragraphe 1) qu'une variété objet d'une demande de protection - ou pour laquelle la protection a été accordée - est désignée par une dénomination et que tout l'article 13 est applicable à une telle variété, il n'est plus nécessaire d'utiliser l'expression "de la variété" ou des expressions similaires après le mot "dénomination". Il est donc possible d'apporter un certain nombre de simplifications (voir l'annexe II), étant toutefois entendu que, dans le texte allemand, une simplification ne serait pas effectuée lorsque le mot composé "Sortenbezeichnung" est seul utilisé.

24. Paragraphe 5) : Voir la version anglaise du présent document.

25. Paragraphe 9)b) : Afin d'utiliser la même terminologie que dans le paragraphe 4), il est proposé de remplacer dans l'expression "une dénomination identique à celle de la variété" le mot "dénomination" par "désignation" et le mot "celle" par "la dénomination".

Articles 26.1)b) et 30.1)b)

26. Voir la version anglaise du présent document.

Article 30.2)

27. Il est proposé que le mot "éventuel" soit omis du fait qu'il est superflu et inhabituel dans des textes de traité. Cette proposition n'a aucune influence sur le texte anglais.

Article 34.2)

28. La première partie de l'article 34.2) peut être simplifiée en supprimant l'expression "mais lié par la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972" car il est évident qu'un Etat de l'Union non lié par l'Acte révisé est lié par les Actes antérieurs, qui sont la Convention de 1961 et, sauf pour l'un des Etats membres à la date du présent document, l'Acte additionnel de 1972. Compte tenu des modifications connexes, cette partie serait alors rédigée comme suit : "Tout Etat de l'Union non lié par le présent Acte ("le premier Etat") peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec tout Etat lié par le présent Acte qui devient membre de l'Union en ratifiant le présent Acte ou en adhérant à celui-ci ("le second Etat")".

29. L'attention est attirée sur le fait que, dans la première partie de la phrase, le même temps n'est pas utilisé dans les trois textes dans la proposition "qui devient membre de l'Union en ratifiant le présent Acte ou en adhérant à celui-ci". Alors que les textes français et anglais utilisent le présent, le texte allemand utilise le passé composé. Dans le premier cas, le désir de ne donner aucune indication sur la date à laquelle l'Etat concerné devient membre de l'Union a présidé au choix du temps ("présent étendu"). Dans le deuxième cas, l'accent est mis sur le fait que l'Etat concerné est "lié par le présent Acte" et est donc déjà devenu membre de l'Union. Les deux approches semblent possibles, la deuxième ayant toutefois l'inconvénient de pouvoir être mal interprétée dans le sens que la déclaration ne s'appliquerait qu'aux Etats qui sont déjà membres de l'Union à la date où elle est effectuée.

30. Voir la version anglaise du présent document.

Article 37.1)

31. Il est proposé que les mots "de l'Union" soient omis dans l'expression "au Secrétaire général de l'Union" car cette précision ne figure pas dans les autres articles.

Articles 39 et 40 (titres)

32. Il est proposé que le mot "variétal" soit ajouté après "dénomination".

[L'annexe II suit]

## ANNEXE II

NOUVEAU TEXTE DE L'ARTICLE 13 REPRIS DU DOCUMENT DC/5 ET MODIFIE  
CONFORMEMENT AUX PROPOSITIONS FIGURANT DANS LES PARAGRAPHES  
21 A 25 DE L'ANNEXE I

## Article 13

Dénomination de la variété

- 1) La variété doit être désignée par une dénomination.
- 2) Cette dénomination doit permettre d'identifier la variété; elle ne peut notamment se composer uniquement de chiffres. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obteneur. Elle doit notamment être différente de toute dénomination qui désigne, dans l'un quelconque des Etats de l'Union, une variété préexistante de la même espèce botanique ou d'une espèce voisine.
- 3) La dénomination (...) est déposée par l'obteneur auprès du service prévu à l'article 30. S'il est avéré que cette dénomination ne répond pas aux exigences du paragraphe précédent, le service refuse de l'enregistrer et exige que l'obteneur propose, dans un délai prescrit, une autre dénomination. La dénomination est enregistrée en même temps qu'est délivré le titre de protection conformément aux dispositions de l'article 7.
- 4) Si l'obteneur dépose comme dénomination (...) une désignation pour laquelle il bénéficie de la protection accordée aux marques de fabrique ou de commerce, et qui couvre des produits identiques ou similaires au sens de la législation sur les marques, ou une désignation susceptible de créer une confusion avec cette marque, il ne peut plus, dès que cette dénomination est enregistrée, faire valoir de droit à la marque, pour les produits susvisés, dans tout Etat de l'Union appliquant les dispositions de la Convention au genre ou à l'espèce auquel la variété appartient.
- 5) Une variété ne peut être déposée dans les Etats de l'Union que sous la même dénomination. Le service compétent pour la délivrance du titre de protection dans chacun des Etats est tenu d'enregistrer la dénomination ainsi déposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination dans ledit Etat. Dans ce cas, il peut exiger que l'obteneur propose une traduction de la dénomination initiale ou une autre dénomination convenable.
- 6) Lorsque la dénomination (...) est déposée auprès du service compétent d'un Etat de l'Union, celui-ci la communique au Bureau de l'Union prévu à l'article 15, qui en informe les services compétents des autres Etats de l'Union. Tout Etat de l'Union peut transmettre, par l'intermédiaire dudit Bureau, ses objections éventuelles à l'Etat qui a fait la communication.
- 7) Le service compétent de chaque Etat de l'Union notifie tout enregistrement de dénomination (...) et tout refus d'enregistrement au Bureau de l'Union qui en informe les services compétents des autres Etats de cette Union.
- 8) Celui qui, dans un des Etats de l'Union, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative de la variété, est tenu d'utiliser sa dénomination, même après l'expiration de la protection de cette variété, pour autant que, conformément aux dispositions du paragraphe 11), des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

9) Du jour où un titre de protection a été délivré à l'obtenteur dans un Etat de l'Union :

a) la dénomination (...) ne peut, dans aucun des Etats de l'Union, être utilisée comme dénomination d'une autre variété de la même espèce botanique ou d'une espèce voisine;

b) la dénomination (...) est considérée comme la désignation générique pour la variété. En conséquence, pour une désignation identique à la dénomination (...) ou susceptible de créer une confusion avec elle, nul ne peut, sous réserve des dispositions du paragraphe 11), en demander l'enregistrement, ni obtenir la protection, à titre de marque de fabrique ou de commerce, pour des produits identiques ou similaires, au sens de la législation sur les marques, dans un Etat quelconque de l'Union.

10) Pour le même produit, il est permis d'ajouter à la dénomination (...) une marque de fabrique ou de commerce.

11) Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs de tiers portant sur des signes servant à distinguer leurs produits ou leur entreprise. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination (...) est interdite à une personne qui, conformément aux dispositions du paragraphe 8), est obligée de l'utiliser, le service compétent exige que l'obtenteur propose une autre dénomination (...).

[Fin du document]